

Quel avenir pour le SPD ?

Regard sur
LES ELECTIONS
ALLEMANDES
27 septembre 2009

Thorben Albrecht *

** Directeur de cabinet
d'Andrea Nahles,
secrétaire générale du SPD,
ancien directeur
du département « Europe »
à la Fédération des syndicats
allemands (DGB)*

Les élections parlementaires allemandes du 27 septembre 2009 se sont tenues en pleine crise économique mondiale, une crise qui est également celle de l'idéologie néolibérale. Le parti libéral FDP sort pourtant grand vainqueur des urnes et pourra former une coalition gouvernementale avec le parti conservateur CDU/CSU. Les sociaux-démocrates, quant à eux, subissent une perte de 11 % et réalisent leur plus mauvais score de l'après-guerre, avec cinq points de moins que lors de leur défaite historique de 1953 (28,8 %). Après onze ans au gouvernement, le SPD est renvoyé sur les bancs de l'opposition et doit aujourd'hui engager une réflexion sur les raisons d'une telle défaite.

Cette note veut apporter un point de vue social-démocrate à l'analyse de ces élections allemandes. Quelle est la signification des résultats ? Quelles sont les raisons du mauvais score du SPD ? Quelles ont été les premières réactions de la direction du parti ? Quelles conséquences tirer de la débâcle électorale ?

LE RESULTAT

Les partis de droite ont obtenu une nette majorité des suffrages, même si la CDU/CSU d'Angela Merkel continue à perdre des voix : elle ne réussit plus à attirer qu'un tiers des électeurs (33,8 % contre 35,2 % en 2005). En passant de 9,8 % en 2005 à 14,6 % aujourd'hui, le FDP est le grand vainqueur des élections. Ces résultats et le système des *Überhangmandate*¹, qui avantage les grands partis, ont donné à la coalition CDU/CSU-FDP une majorité confortable au Bundestag de 332 sièges sur un total de 622 sièges.

1. C'est une particularité du système électoral que peu d'Allemands eux-mêmes comprennent. Les élections parlementaires à un tour reposent sur un système à deux voix, la première désignant le candidat d'un parti au suffrage majoritaire direct, la deuxième étant consacrée au vote d'une liste au suffrage proportionnel. Si un parti politique obtient dans un land plus de mandats directs que le nombre de sièges que l'élection au suffrage proportionnel ne le lui accorde, il est en droit de garder les sièges supplémentaires.

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**



Jean Jaurès
Fondation

Quel avenir pour le SPD ?

A gauche de l'échiquier politique, on assiste également à une progression des petits partis : le parti Die Linke obtient 11,9 % (2005 : 8,7 %), les Verts 10,7 % (8,1 %). Le SPD, en revanche, s'effondre et passe de 34,2 % à 23 % aujourd'hui. Alors qu'il était en 2005 presque au même niveau que la CDU/CSU, il accuse aujourd'hui un retard de dix points. Le SPD a perdu plus de six millions de voix en valeur absolue et représente, en totalité, moins de dix millions de voix. C'est l'une des conséquences de la faible participation qui, en atteignant 70,8 %, a dépassé le record négatif de 2005 (77,7 %).

L'étude de la « migration » des électeurs confirme l'idée selon laquelle une faible participation est traditionnellement défavorable aux sociaux-démocrates : les deux millions d'électeurs qui avaient voté pour le SPD en 2005 et qui, cette fois-ci, sont restés à la maison constituent la plus grande partie des pertes de voix du SPD. A ceci s'ajoutent les presque 500 000 voix que le SPD perd en raison du renouvellement générationnel (autrement dit les pertes de voix dues aux décès d'électeurs sociaux-démocrates qui ne sont pas compensées par l'apport des nouveaux électeurs). Quant aux autres partis, c'est Die Linke qui récupère le plus grand nombre d'électeurs du SPD (plus d'1,1 million de voix). 870 000 électeurs sont partis vers la CDU/CSU, 860 000 chez les Verts et, enfin, 520 000 ont rejoint le FDP.

Le vote SPD a particulièrement baissé chez les électeurs à niveau d'éducation moyen (-13 points), les ouvriers (-13 points) et les employés (-15 points). Du côté des syndiqués, les pertes se situent également au dessus de la moyenne, on compte même -16 points chez les ouvriers syndiqués. Ces chiffres démontrent que la perte de confiance a eu de graves répercussions au sein de l'électorat traditionnel du SPD, ouvriers syndiqués et cadres moyens en tête.

LES RAISONS DE L'ECHEC DU SPD

On observe un profond déficit de confiance entre la majorité des Allemands, proches des idéaux sociaux-démocrates, et le SPD. D'après les sondages, entre 77 et 85 % des électeurs sont favorables au salaire minimum, mais seulement 23 % ont voté pour le SPD alors que ce sujet était l'une des revendications du parti pendant la campagne...

59 % sont attachés à la sortie du nucléaire, une initiative qui a été prise par le SPD et remise en question par la CDU/CSU et le FDP. Une majorité d'Allemands est contre les universités payantes et réclame de meilleures règles pour les marchés financiers,

Quel avenir pour le SPD ?

66 % d'entre eux accordent une très grande importance à la justice sociale – autant de sujets que le SPD investit ou du moins croyait avoir investi. En d'autres termes, l'Allemagne pense social-démocrate mais ne vote pas social-démocrate.

La perte de confiance du SPD ne remonte pas à la dernière législature. Ce problème ne s'explique pas seulement par le rôle difficile de partenaire minoritaire occupé par le SPD au sein de la grande coalition, même si cette position contraint le parti à mener une campagne problématique, basée à la fois sur la défense du bilan gouvernemental et l'opposition à Angela Merkel. Depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition rouge-vert de Gerhard Schröder, le SPD n'a cessé de perdre des électeurs : si vingt millions de personnes votaient encore pour les sociaux-démocrates en 1998, le parti n'en attire plus que 18,5 millions en 2002, seize millions en 2005 et à peine dix millions en 2009. L'érosion de la moitié de l'électorat SPD est l'expression d'une crise de confiance latente de la politique social-démocrate en Allemagne.

Après les élections de 2009, on ne peut plus réduire cette crise de confiance à un simple problème de communication. Les problèmes de communication concernent davantage certains aspects mêmes de la politique, tels les réformes sociales de l'Agenda 2010. Indépendamment des réflexions sur le bien-fondé de telle ou telle réforme, cette politique a été problématique en ce sens qu'elle a donné l'impression d'être imposée par un principe de réalité jugé inéluctable. Résultat : la communication de cette politique a manqué cruellement de vision. « Soit nous lançons la modernisation, soit c'est elle qui s'occupe de nous » : telle était la quintessence d'une politique technocratique et dotée d'une stratégie de communication imposée « par le haut », qui, si elle a rencontré peu de succès auprès des électeurs traditionnels, a même été rejetée par une partie d'entre eux.

Les électeurs ne prennent pas simplement des décisions rationnelles sur le marché des offres politiques. Ces offres doivent faire partie intégrante de leurs références culturelles et de leur système de valeurs. C'est particulièrement le cas pour les salariés des couches populaires qui ont un lien historique avec la social-démocratie. De nouveaux groupes d'électeurs, « plus modernes », trouveraient également beaucoup de charme à la citation du psychologue américain Drew Westen : « La raison est l'esclave des émotions, et non l'inverse ». L'ancien chancelier Gerhard Schröder l'avait intuitivement compris et renoua dans sa campagne de 2005 avec une rhétorique aux accents plus proches de la tradition social-démocrate. Tout en fustigeant l'ancienne politique fiscale de la CDU et évoquant continuellement ses origines modestes, il fit référence à des sentiments et des valeurs qui trouvèrent également écho au sein des couches populaires modernes.



Quel avenir pour le SPD ?

En 2009, une telle stratégie n'a pas fonctionné, la chancelière Angela Merkel ayant entrepris elle-même une social-démocratisation de son discours durant les quatre dernières années, en particulier depuis le début de la crise, suivant par là-même l'exemple du « conservatisme compassionnel » de David Cameron en Grande-Bretagne et de Frederik Reinfeld en Suède.

Durant cette période de grande coalition, au sein de laquelle le SPD dut accepter des compromis douloureux avec la CDU, ce sont bel et bien les deux partis qui, en dépit de leurs différences programmatiques, ont adopté une rhétorique social-démocrate. Mais aucun des deux n'a été capable de proposer une politique social-démocrate centrée sur des valeurs et crédible sur le plan émotionnel. Ce manque de crédibilité a été l'une des grandes causes du mauvais résultat du SPD. Le SPD va devoir y remédier s'il veut sauvegarder son statut de parti de masse à long terme.

UNE NOUVELLE DIRECTION POUR LE SPD

Le soir du vote, le candidat du SPD à la chancellerie, Frank-Walter Steinmeier, déclarait vouloir continuer à assumer ses responsabilités au sein du parti et prendre la tête du groupe parlementaire en tant que chef de l'opposition. Malgré la débâcle électorale, l'ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier n'a pas jeté pas l'éponge. Néanmoins, celui-ci ne revendique pas la totalité du pouvoir et ne remet pas en cause le président du parti, Franz Müntefering.

Le lendemain des élections, de plus en plus de voix se sont faites entendre dans les instances dirigeantes du parti pour critiquer le déroulement de la campagne et exiger un renouvellement de la direction ainsi qu'un changement de cap politique. Certains n'ont pas hésité à faire porter une partie de la responsabilité au chef du parti, Franz Müntefering, et au candidat à la chancellerie, Frank-Walter Steinmeier, deux sociaux-démocrates qui occupaient les premières places au sein du gouvernement rouge-vert et de la grande coalition. Pour de nombreux membres du parti, il est impossible de continuer sur les mêmes bases compte tenu du résultat électoral et de la crise de confiance du SPD. A la suite de plusieurs réunions de la direction, Franz Müntefering a fait comprendre qu'il ne renouvellerait pas sa candidature à la présidence du parti.

Cependant, les différents courants du SPD ne font pas la même analyse des raisons de la défaite électorale et divergent considérablement sur la nouvelle orientation politique du parti.



Quel avenir pour le SPD ?

Alors que certains considèrent la hausse de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans et les réformes sociales de l'Agenda 2010 comme les principales raisons de la perte de confiance du SPD, d'autres mettent en avant la perte de crédibilité, au moins tout aussi grande, que signifierait le rejet des onze dernières années de politique gouvernementale social-démocrate.

Les changements de têtes effectués au sein du SPD traduisent la volonté de serrer les rangs dans le parti et de mettre tout de suite en valeur la représentativité de toutes les tendances au sein de la nouvelle direction. L'élection de Frank-Walter Steinmeier au poste de président du groupe parlementaire apparaît comme la reconnaissance de l'engagement du candidat pendant la campagne et correspond à l'obligation de placer au moins un des représentants de l'aile droite aux fonctions les plus visibles de la direction.

L'ancien ministre de l'Environnement Sigmar Gabriel devrait être élu président du parti au congrès de novembre prochain. Issu de l'aile droite mais très indépendant dans ses prises de position, il dispose d'une bonne intuition pour saisir les sensibilités de l'opinion dans le SPD et au sein de la population. Agé de cinquante ans, il fait partie de la génération montante des sociaux-démocrates et est reconnu comme l'orateur le plus talentueux du parti.

Andrea Nahles est la première femme nommée secrétaire générale. Ce poste est essentiellement dédié à l'organisation de l'appareil mais peut offrir une capacité d'influence certaine en fonction de la personne qui occupe cette charge. A 39 ans, Nahles est beaucoup plus jeune que Steinmeier et Gabriel. Elle a été présidente des jeunes sociaux-démocrates dans les années 90 puis est devenue le leader de l'aile gauche du parti. Depuis 2007, elle est vice-présidente du SPD et représente désormais l'ensemble du parti sans pourtant abandonner ses convictions.

Le triumvirat composé de Gabriel, Nahles et Steinmeier est complété par quatre vice-présidents qui se situent pour la plupart plus ou moins au centre du parti. L'ancien ministre du Travail, Olaf Scholz, âgé de 51 ans, souhaite ajouter à son poste de vice-président du parti les fonctions de vice-président du groupe parlementaire et président du SPD à Hambourg, ce qui lui conférerait un rôle influent dans le parti. Hannelore Kraft, 48 ans, présidente de la plus grande fédération régionale du parti, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, se prépare aux élections régionales de l'année prochaine. Manuela Schwesig, ministre des Affaires sociales dans le gouvernement de Mecklembourg-Poméranie occidentale et nouveau talent du parti révélé pendant la

Quel avenir pour le SPD ?

campagne, a 35 ans et représente avec Andrea Nahles la jeune génération des femmes politique du parti. C'est la seule représentante de l'Allemagne de l'Est au sein de la direction du SPD. Klaus Wovereit, 56 ans, maire-gouverneur de Berlin et partisan d'une coalition avec Die Linke, affiche des positions plutôt à gauche sur le plan national. En raison d'une situation budgétaire difficile à Berlin, il a cependant procédé à de nombreuses coupes dans la fonction publique, une politique de rigueur à laquelle les syndicats se sont vainement opposés.

QUELS DEFIS POUR LE SPD ?

Après avoir rapidement réglé les questions de leadership politique, le parti se trouve face à un chantier probablement plus difficile avec la remise à plat de son organisation et de son offre politique.

Dans ce contexte, il est pour le SPD essentiel de ne pas perdre son énergie dans des réflexions sur les possibilités de coalition avec les autres partis. En déclarant exclure d'emblée toute alliance avec Die Linke, parti de l'ancien président du SPD, Oskar Lafontaine, le SPD a certes perdu quelques voix. Mais il n'est pas moins sûr qu'une déclaration inverse eût apporté un meilleur résultat.

Ainsi, une chose différencie complètement la situation du SPD de celle de la CDU : 70 % des électeurs CDU/CSU avaient une préférence affichée pour une coalition de leur parti avec le FDP. Les électeurs du FDP sont même 87 % à être de cet avis. Ce facteur est probablement l'une des raisons principales de la force relative du FDP vis-à-vis de la CDU : de nombreux sympathisants de la CDU auraient voté FDP pour être certains d'obtenir leur coalition idéale. A l'inverse, les électeurs du SPD avaient des préférences de coalition complètement différentes : 33 % souhaitaient un renouvellement de la grande coalition, 32 % une coalition avec les Verts et le FDP, 26 % une coalition avec les Verts et Die Linke. Le salut du SPD ne réside donc pas dans sa stratégie d'alliance mais dans le développement de sa propre offre programmatique. C'est sur cette base que le parti sera en mesure de faire savoir aux citoyens quelle ligne politique ils choisissent et, par conséquent, quelle alliance, pour ainsi retrouver la confiance de son électorat potentiel.

De la même manière, le SPD ne devrait pas uniquement chercher à adapter son programme en fonction de l'identité des partis vers lesquels ses électeurs ont migré. Cet objectif serait d'une part très difficile à réaliser tant la fuite des électeurs du SPD s'est faite dans toutes les directions. Mais surtout, une telle stratégie pose problème



Quel avenir pour le SPD ?

dans la mesure où elle présente la position du SPD en termes de parts de marché. Dans ces conditions, le SPD se retrouverait coincé entre la CDU/CSU et Die Linke.

Il est bien plus pertinent de chercher le lien existant entre les électeurs ayant quitté le SPD et ceux qui y sont restés. Lorsque l'on interroge les Allemands sur leur modèle de société et qu'on leur propose une alternative entre la performance et la solidarité, 59 % plaident pour la solidarité et 31 % pour la performance. Chez les partisans de la CDU et du FDP, cette fracture traverse l'électorat de part en part alors qu'elle penche, au SPD, à 70 % pour la solidarité, ce taux atteignant même 72 % chez les électeurs encore indécis une semaine avant le vote. La perspective d'un SPD défendant l'idée d'une société juste et solidaire est donc l'un des enjeux sur lesquels les électeurs sociaux-démocrates potentiels se retrouvent.

En conséquence, le SPD doit afficher une conception de la justice basée sur l'égalité entre les citoyens et l'égalité des chances. La performance et la solidarité doivent se tenir dans un rapport de force qui, sous l'impulsion de l'action politique, entraîne une réduction des inégalités sociales. Mais, avant tout, la social-démocratie doit défendre cette politique de justice avec passion et de manière crédible.

Les compétences du SPD doivent toutes découler de l'idée de la « société juste », un élément central de l'identité social-démocrate : une compétence économique qui ne soit pas une façade mais embrasse tous les aspects de l'économie nationale ; une compétence en matière de politique familiale et d'éducation qui appréhende les réels problèmes des gens et leur offre l'égalité des chances ; et, enfin, une compétence dans le domaine de la défense des salariés, fondée sur cette conception de la justice que nous avons décrite.

Ces compétences constituent la base du succès d'une politique d'opposition. Ce n'est pas la qualité rhétorique des critiques à l'encontre du gouvernement qui provoquera le retour des électeurs mais l'apport de concepts à la fois meilleurs et convaincants.

Le congrès du SPD, qui se tiendra du 13 au 15 décembre 2009 à Dresde, doit être le point de départ de la nouvelle politique d'opposition. Même si la discussion interne est nécessaire, le SPD ne peut se permettre de ne s'occuper que de lui-même et doit rapidement être capable d'assumer son statut de force d'opposition. Il doit mettre le gouvernement sous pression, que ce soit au parlement ou face à l'opinion publique. Cet objectif implique une étroite coordination du groupe parlementaire et du parti, en laissant de côté les egos de chacun.



Quel avenir pour le SPD ?

Le congrès doit aussi être le point de départ de la reconquête du statut de parti de masse. Il ne faudra pas craindre les discussions franches et ouvertes : le SPD pourra assumer pleinement ses onze années d'activité gouvernementale, ce qui ne devra pas l'empêcher d'évoquer les erreurs commises pendant cette période à chaque fois que cela sera nécessaire. Le SPD devra beaucoup plus s'ouvrir aux débats de société et interagir avec les autres organisations – les syndicats, associations et mouvements de défense de l'environnement. Enfin, il faudra être capable de porter ce débat avec force et conviction.

Le SPD a surtout besoin d'une stratégie qui lui permette de reconquérir à moyen terme le leadership de l'opinion. De la même manière que le cycle hégémonique du libéralisme ne peut être compris sans son discours central basé sur « l'économie avant l'Etat », le retour de la gauche passera par l'invention d'un discours propre qu'il lui faudra imposer. C'est cet objectif qui constitue le défi central du SPD dans les prochaines années.